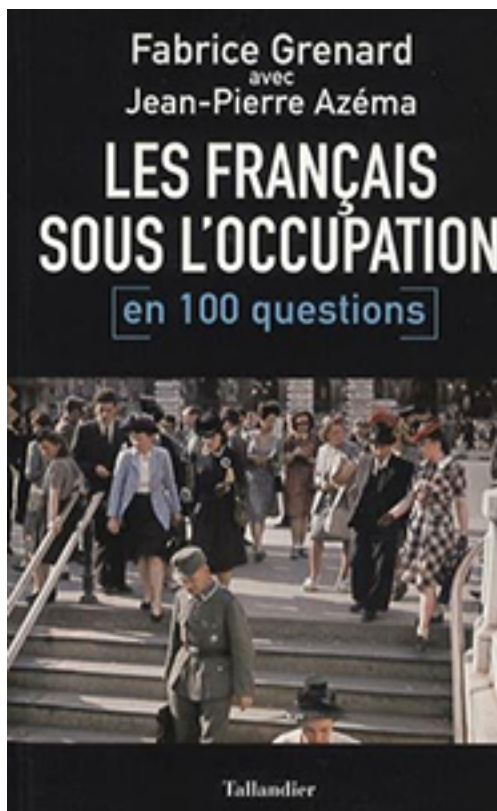


Fabrice Grenard avec Jean-Pierre Azéma, *Les Français sous l'Occupation en 100 questions*, Paris, Tallandier, 2016, 333 p.

Raphaël Spina



Cet ouvrage est le quatrième opus d'une récente collection lancée par Tallandier. Sur le même concept – de brèves réponses à une centaine de questions précises –, des sujets plus d'actualité, tels Daech, l'Iran et la Corée du Nord, se sont déjà vu consacrer un titre.

Avec cette synthèse, le jeune chercheur Fabrice Grenard, aidé du vétéran Jean-Pierre Azéma, nous offre un panorama très complet et accessible de l'Occupation, de la défaite de 1940 à la mémoire populaire et savante des années noires. Chaque question est traitée en une à deux pages et demie tout au plus. Claires et concises, elles rendent la lecture aisée et rapide. Destiné avant tout au grand public, le livre se dispense d'appareils de notes, d'indications de sources ou de bibliographie. Il s'agit avant tout d'une – bonne – synthèse de l'historiographie récente des années noires. Depuis une génération, celle-ci a permis d'affiner la complexité des faits, des opinions et des comportements, ainsi que leur constante évolution au fil des événements. Certains

moyens d'information ont familiarisé à leur tour le grand public avec cette complexité : la préface mentionne ainsi la série télévisée *Un village français*, lancée en 2009 sur France 3, et dont Jean-Pierre Azéma a été le conseiller historique.

Les questions se subdivisent en neuf parties, assez prévisibles : « Le traumatisme de la défaite, 1940 », « Vichy, la Révolution nationale et la collaboration d'État, 1940-1941 », « Occupants et occupés », « Vivre et survivre en France sous l'Occupation », « Les débuts de la Résistance, 1940-1941 », « Basculements, printemps 1942-1943 », « Radicalisation, fin 1943-printemps 1944 », « Libérations, épuration, reconstruction, 1944-1950 », « Mémoire ». Certaines questions, maintes fois traitées, sont attendues et incontournables : ainsi, « Quelle est l'attitude des communistes au cours de l'été 1940 ? », « Quel est le sort des différentes catégories victimes de mesures

d'exclusion ? », « Qui sont les premiers résistants ? ». D'autres questions sont plus pointues, voire assez techniques : « Quel est l'impact du discours de Vichy sur le "retour à la terre" ? », « Comment fonctionne le rationnement ? », « Quelles sont les différentes filières du marché noir ? ». De la défaite de 1940 au long après-guerre et aux mémoires, aucun enjeu ou événement n'est laissé de côté, ni aucune dimension politique, économique, sociale ou idéologique. Les représentations sont autant étudiées que les réalités, les cadres sociaux que les engagements, les réceptions et les applications d'une disposition que son contenu.

La forme brève et abordable n'exclut en rien la rigueur scientifique du propos, ni l'abondance de chiffres ou de faits précis. Chaque affirmation est étayée par des ouvrages antérieurs, ou par des archives locales variées : archives du contrôle postal ou du contrôle économique, rapports préfectoraux, série 4 W de diverses archives départementales qui regroupe les documents ayant servi à établir ces mêmes rapports. Pour chaque question abordée, le lecteur se voit offrir d'intéressantes citations d'intellectuels, de diaristes, de hauts fonctionnaires, de résistants ou de « collabos ». Les exemples fournis sont souvent peu connus, et parfois pittoresques (ainsi, pénurie d'essence oblige, Maxim's installe un garage à vélos pour ses riches clients). Pour chaque mesure politique, l'arsenal juridique déployé est décrit. Les statistiques reflètent autant sa mise en œuvre que, parfois, son échec ou ses limites. Par exemple, en quatre ans, sur 1 106 229 infractions économiques verbalisées, seules 96 717 sont transmises en correctionnelle, soit à peine 10 % ; les tribunaux n'intentent que 24 522 procès (23 %), conduisant au maximum à une peine de prison de quelques mois. La répression du marché noir est donc un échec. Échec au demeurant peu surprenant si l'on sait qu'en juin 1944, sur 10 000 allusions épistolaires au marché noir, 45 % l'acceptent comme un mal nécessaire.

Dans la lignée des travaux de Pierre Laborie ou de Philippe Burrin, ou encore de nombreuses monographies locales, les opinions et comportements sont constamment interrogés. Les auteurs se demandent ainsi « Comment l'opinion perçoit-elle la Milice ? », « Comment les Français réagissent-ils aux bombardements alliés ? », ou encore « Quelles sont les attentes et les espérances des Français à la fin de la guerre ? ». Les sentiments et les réactions sont traités avec finesse, et toujours en tenant compte de leur constante évolution. Ainsi, aux questions sur les relations entre les civils et les soldats occupants, quelques dizaines de lignes suffisent à retracer combien la population les voit initialement avec chagrin ou hostilité, et les ignore ostensiblement, puis comment les occupants se mettent à faire partie du paysage – et dans certains cas à nouer des relations personnelles avec leurs hôtes, les restaurateurs, les commerçants, et bien sûr avec des jeunes femmes, d'où la naissance d'au moins 100 000 enfants.

Chaque phénomène est aussi appréhendé dans toute la variété de ses dimensions régionales ou sociales. L'accès au ravitaillement ou l'ampleur du marché noir ne sont pas les mêmes selon les départements et les aires géographiques, non plus que la présence des troupes allemandes, les maquis ou l'épuration. Les Français ne voient pas non plus les choses de la même façon selon leur groupe social et leurs revenus. Globalement, les « petits » apparaissent plus vite mécontents de l'État français que les « gros ». Si le patronat ou le grand commerce l'apprécie, artisans et PME se jugent défavorisés dans la répartition dirigiste des matières premières. Les paysans

souffrent de la pénurie de certains outils de travail et biens de consommation. Les ouvriers rejettent le blocage des salaires et le durcissement idéologique du régime. Les enseignants restent souvent inertes devant la politique scolaire réactionnaire de Vichy et maintiennent leur esprit critique et ceux de leurs élèves. Les femmes ont peu à gagner à un régime traditionaliste qui, entre autres, accentue nettement la répression de l'avortement. Par ailleurs, le poids respectif des diverses opinions peut être appréhendé de façon plus ou moins précise grâce aux rapports officiels. Ainsi, peu après l'entrevue de Montoire, le contrôle postal de Haute-Savoie estime que 24 % des épistoliers sont favorables à la politique de collaboration – encore peu définie et dont nul ne peut alors mesurer qu'elle n'obtiendra aucune contrepartie tout en signifiant des compromissions de plus en plus criminelles. Mais 20 % sont d'ores et déjà dans l'« attente et incertitude », 16 % manifestent de l'« inquiétude », et 40 % de l'« opposition ».

Rappelant constamment les écarts entre perceptions et réalités, l'ouvrage démonte avec brio les idées reçues des contemporains ou de la mémoire populaire. « Les chefs d'entreprise ont-ils cherché à travailler pour les Allemands ? » En fait, s'ils sont pétainistes et satisfaits de la revanche sur le Front populaire, les patrons de 1940 sont peu empressés à collaborer économiquement : les frictions et les inerties sont nombreuses, même si les réticences s'érodent au cours de l'année 1941. « Pourquoi les commerçants n'ont-ils pas bonne presse sous l'Occupation ? » : aux prises avec de nombreuses difficultés d'approvisionnement, ils sont les boucs émissaires commodes d'une pénurie due plutôt aux grossistes et aux trafiquants professionnels : il est plus facile pour les citadins d'en vouloir à ceux avec qui ils sont en contact quotidien... De même, si les paysans semblent les grands bénéficiaires du marché noir, le public s'exagère leurs profits réels et sous-estime l'ampleur de leurs problèmes (manque de main-d'œuvre, d'engrais et d'outillage, contrôle bureaucratique tatillon de la production, réquisitions, bas prix imposés, suspension de la liberté commerciale).

Auteur de *La France du marché noir 1940-1949* (Payot, 2008), Fabrice Grenard consacre dix-neuf questions au marché noir et au ravitaillement, soit près d'une sur cinq, la plus longue séquence du livre. Il en décrit les mécanismes, l'implantation géographique et les impacts. Souffrance humaine, la pénurie suscite malnutrition, hausse de mortalité infantile et adulte, et hécatombe chez les plus fragiles n'ayant pas accès aux compléments du marché noir (pensionnaires des asiles et des hospices, handicapés mentaux, vieillards et invalides isolés). Sur le plan social, le marché noir accroît considérablement les tensions entre les mondes paysan et citadin. Sur le plan politique, l'échec du Ravitaillement général est une cause majeure du discrédit de Vichy.

Sans doute pour des raisons de place, la drôle de guerre est exclue du sujet, ce que l'on peut regretter. Les travaux de Jean-Louis Crémieux-Brilhac, notamment, mais aussi ceux de Fabrice Grenard lui-même (*La drôle de guerre, l'entrée en guerre des Français, septembre 1939-mai 1940*, Belin, 2015) ont répondu de manière neuve à bien des questions et idées reçues quant à l'organisation économique et psychologique de la guerre ou à l'état du moral en 1939-1940. Il aurait été intéressant de les résumer pour les présenter ici à un public élargi. Débutant avec la défaite et l'exode, le livre apprend ou rappelle aux lecteurs, au fil des questions, comment le pays sous le choc ne mesure pas tout de suite que le nouveau régime né à Vichy sera

dictatorial, excluant et collaborateur. Le culte du Maréchal est d'abord concentré en zone sud, et séduit plus certains groupes sociaux que d'autres. Il ne s'accompagne pas d'une adhésion au personnel politique vichyste, aux organisations de masse du régime, impopulaires ou ignorées, ni aux thématiques pétainistes, et encore moins à la collaboration. L'opinion reste anglophile et germanophobe, multipliant dès 1940 les actes de résistance civile. La Révolution nationale patine dès 1941, le mythe Pétain s'effrite progressivement. Les rafles antijuives, l'invasion de la zone sud, le STO, la création de la Milice lui portent le coup de grâce. S'il y a un climat de guerre civile et des exactions, la Milice est trop isolée pour qu'on puisse parler de vraie guerre civile, et Vichy comme la Résistance savent être prudents à l'occasion. À l'épuration, soulignent les auteurs, quiconque s'est enrichi pendant la guerre ou a vu sa position se renforcer peut se retrouver classé « mauvais Français ». Et c'est moins l'idée d'un peuple résistant qui compte alors dans l'imaginaire collectif que celle d'une « communauté de souffrance ».

Enfin, et ce n'est pas son aspect le moins intéressant, contrairement à la plupart des synthèses sur le sujet, ce livre ne referme pas son propos avec les années 1944-1946, ni même avec l'année 1949, qui voit l'abolition du rationnement ou les derniers procès de l'épuration. Il montre une plus longue durée des séquelles judiciaires, psychologiques ou morales de l'Occupation et de l'épuration. Ainsi, reprenant en partie sa synthèse pionnière *Maquis noir et faux maquis 1943-1947* (Vendémiaire, 2013), Fabrice Grenard décrit la « contre-épuration » qui traîne en justice d'anciens résistants : en 1947, 2 000 anciens FFI ou FTP sont en prison pour des faits remontant à la fin de l'Occupation ou à la Libération ! En 1953, la légende noire néo-vichyste de l'épuration manque encore de causer l'assassinat du compagnon de la Libération George Guingouin. Mais il rappelle aussi que, dans les années 1960, l'État confisque toujours des profits illicites réalisés pendant les années sombres. Et les derniers procès pour crimes contre l'humanité n'ont lieu que dans les années 1980-1990. Par ailleurs, même sous les Trente Glorieuses, toute une génération traumatisée par la faim continue à ne jamais gâcher de la nourriture, à tout économiser ou recycler, et à faire des stocks lors des grandes crises (de la guerre de Corée à mai 1968). Elle n'oublie pas les rancœurs envers les paysans et les commerçants, abusivement stéréotypés comme des profiteurs égoïstes du marché noir. Elle apprécie en conséquence l'avènement des grandes surfaces qui fragilise les BOF (« beurre-œufs-fromage ») tant honnis. En 1953, des agriculteurs dressant des barrages routiers se font cracher dessus et traiter de « rapaces » : les gens les accusent d'avoir acheté leurs tracteurs après-guerre grâce aux bénéfices du marché noir...

Accessible à tout public, agréable à lire, ce livre offrira une synthèse utile au particulier, à l'enseignant ou même au chercheur voulant revisiter l'ensemble des années noires et retrouver les informations fondamentales sur un aspect précis.